

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JUILLET 2020

Délibération n° 2020-124- DC

Date d'affichage : Le 5 août 2020	Le trente juillet deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc expo du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre juillet deux mille vingt.
Effectif statutaire : 81	Présents : (67)
Membres en exercice : 81	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Benoit LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME.
Quorum : 41	Dont suppléé(s) remplacé(s) :
Présents : 67	Pierre-Yves DOUET par Didier POITVIN, Eric LEFIEVRE par Didier CHEVROLIER, Laurent NIVELLE par Brigitte SMITH, Jacqueline TARDIVEL par Manuel DA SILVA
Excusé(s) : 12	Excusés : (12)
Dont représenté(s) : 10	Anatole MICHEAUD, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Pierre de BOUTRAY, Loïc BIDAULT, Gaëlle FAURE, Béatrice GUILLON, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Nathalie MORON, Noël NERON, Nathalie SECOUÉ
Absent(s) : 2	Dont excusés ayant donné pouvoir : (10)
Nombre de votants : 77	Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Thomas GUILMET à Géraldine LE COZ, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Gaëlle FAURE à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Stéphanie ELIE, Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Noël NERON à Arlette BOURDIER, Nathalie SECOUÉ à Colette GAGNEUX.
Secrétaires de séance :	Absents : (2)
<i>Madame Géraldine LE COZ, conseillère communautaire de la Ville de Saumur et Monsieur Jean-François MIGLIERINA, conseiller communautaire de la Commune de Villebernier</i>	Emmanuel BRAULT, Bernard HENRY

DÉLÉGATION DE POUVOIR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE VERS LE PRÉSIDENT ET LE BUREAU

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-10, L.5211-2 et L.2122-17 ;

Vu le procès-verbal d'élection et la délibération en date du 16 juillet 2020, portant élection du Président de la Communauté,

Vu le procès-verbal d'élection et les délibérations du 16 et 23 juillet 2020, arrêtant la composition du Bureau,

Considérant que les délégations relatives à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement général des conseillers municipaux,

Considérant que le Conseil communautaire, chargé de gérer par ses délibérations, les affaires de la Communauté d'agglomération, peut déléguer au Bureau et au Président une partie de ses attributions,

Considérant que le Président, les vice-présidents ou le Bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant, à l'exception des attributions légales ci-dessous rappelées ;

ATTRIBUTIONS LEGALES DU CONSEIL

1. du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
2. de l'approbation du compte administratif,
3. des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 du Code Général des Collectivités Territoriales,

4. des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale,
5. de l'adhésion de l'établissement à un établissement public,
6. de la délégation de la gestion d'un service public,
7. des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de la politique de la ville,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, DECIDE de rester compétent et de ne déléguer ni au Président, ni au Bureau, ni à l'un de ses vice-présidents, les attributions suivantes :

8. la fixation des tarifs des droits d'entrée des services publics et des équipements communautaires et d'occupation du domaine,
9. l'approbation de tout protocole transactionnel pour un montant supérieur ou égal à 100.000 € hors taxe,
10. l'attribution des subventions aux organismes donnant lieu à versement d'une somme d'argent supérieure à 23.000 €,
11. l'approbation des rapports annuels sur le prix et la qualité de service, de même que les bilans annuels d'activité,
12. l'approbation de contrats conclus dans le cadre des politiques européennes, nationales, régionales et départementales, en vue de l'obtention de subventions,
13. l'instauration du droit de préemption, sa modification, sa suppression concernant les zones dans lesquelles il peut être délégué ou les zones dans lesquelles il est délégué,
14. les désignations ou nominations des représentants de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire au sein des organismes disposant de la personnalité morale de droit public ou privé, au sein des sociétés d'économie mixte et sociétés publiques locales au sein desquelles la Communauté d'agglomération est actionnaire, au sein des différents établissements publics dont est membre la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, au sein des copropriétés dans lesquelles la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire est propriétaire de lots,
15. la fixation du règlement et des critères d'attribution des fonds de concours,
16. toutes les transactions immobilières d'un montant supérieur à 100 000€ hors taxes.

DELEGATIONS D'ATTRIBUTIONS AU BUREAU ET AU PRESIDENT

Considérant que le recours aux délégations est de nature à faciliter le fonctionnement de la Communauté d'agglomération et à permettre une bonne gestion des affaires de la Communauté d'agglomération,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, DECIDE :

- I) **DE CHARGER LE BUREAU**, par délégation, d'effectuer l'ensemble des opérations suivantes :

approuver toute convention portant sur un engagement financier supérieur ou égal à 23.000 euros,

1. accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
2. prendre toute décision relative à la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée supérieure à douze ans,
3. prendre toute décision portant sur l'approbation et la conclusion de servitudes qui donnent lieu au versement d'une indemnité supérieure à 5.000 €, pour la durée d'existence de la servitude et celles qui grevent un fonds appartenant à la Communauté d'agglomération,
4. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers pour un montant compris entre 5.000 € et 100.000 €,

5. décider l'aliénation et l'acquisition des biens immobiliers, dans la limite de 100.000 €, hors taxe, hors frais nécessaires à la réalisation de l'aliénation ou de l'acquisition (frais de Notaire, de publicité foncière, géomètres...),
6. décider l'attribution de subventions aux personnes de droit privé et public dans la limite des crédits inscrits au budget et dont le montant est inférieur ou égal à 23.000 € par bénéficiaire,
7. prendre toute décision relative à l'attribution de fonds de concours, en application du règlement et des critères arrêtés par le Conseil,
8. la possibilité de déléguer, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, le droit de préemption urbain énoncé à l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme à l'État, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement, pour toute aliénation d'un montant supérieur à 500 000 €, hors frais d'actes, géomètres, de publicité foncière, de diagnostics pouvant s'avérer nécessaires à la réalisation de l'acquisition...
9. le pouvoir d'exercer, au nom de la Communauté d'Agglomération, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, d'un montant supérieur à 500 000 €, que la Communauté d'Agglomération en soit titulaire ou délégataire, et notamment dans les cas où la Communauté d'Agglomération n'a pas délégué les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement le droit de préemption urbain,
10. accepter les indemnités de sinistre liées aux contrats d'assurances, supérieures à 100.000 euros,
11. approuver tout règlement de service,
12. autoriser, au nom de la communauté d'agglomération, l'adhésion et le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
13. exercer l'ensemble des attributions autres que celles dévolues expressément au Conseil de la communauté d'agglomération et au Président
14. la délégation pour toute demande de subvention présentée en dehors des contrats conclus dans le cadre des politiques européennes, nationales, régionales et départementales.

II) DE DELEGUER AU PRESIDENT, jusqu'à la fin de son mandat, les attributions suivantes :

demande l'attribution de subventions auprès des partenaires institutionnels et de tout autre organisme susceptible d'être sollicité, pour toute opération inscrite au titre des contrats conclus dans le cadre des politiques européennes, nationales, régionales et départementales, en vue de l'obtention de subventions ».

1. approuver toute convention portant sur un engagement financier inférieur à 23.000 euros,
2. procéder, dans la limite des crédits inscrits au budget et d'un montant de 5 M€, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions relatives au placement des disponibilités, mentionnées au III de l'article L. 1618,
3. procéder à la réalisation des lignes de trésorerie dans la limite de 5 M€,
4. procéder au placement des disponibilités de la communauté d'agglomération Saumur val de Loire provenant de libéralités, de l'aliénation d'un élément du patrimoine, d'emprunts et d'autres recettes exceptionnelles, dont l'emploi est différé,
5. créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires
6. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux de fournitures, de services et d'assurances, ainsi que leurs avenants,
7. fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
8. fixer, dans la limite de l'estimation des services fiscaux (domaines) le montant des offres de la communauté à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes,

9. décider la conclusion et la révision du louage de choses inférieur ou égal à douze ans,
10. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers inférieur à 5.000 € HT,
11. autoriser la délivrance d'occupation du domaine public et notamment la conclusion de convention d'occupation du domaine public prévoyant un montant de redevance d'occupation inférieur ou égal à 5.000 € HT, par an et /ou d'une durée inférieure à douze ans,
12. prendre toute décision concernant l'acceptation des indemnités de sinistre dans le cadre des contrats d'assurance, dans la limite de 100.000 €,
13. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules communautaires dans la limite de 100.000 €,
14. prendre toute décision relative à l'approbation et à la conclusion de servitudes au profit de la communauté d'agglomération donnant lieu au versement d'une indemnité inférieure ou égale à 5.000 €, pour la durée d'existence de la servitude,
15. le pouvoir d'exercer, au nom de la Communauté d'Agglomération, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, d'un montant inférieur ou égal à 500 000 €, que la Communauté d'Agglomération en soit titulaire ou délégataire, et notamment dans les cas où la Communauté d'Agglomération n'a pas délégué les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement le droit de préemption urbain,
16. la possibilité de déléguer, l'occasion de l'aliénation d'un bien, le droit de préemption urbain énoncé à l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme à l'État, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement, pour toute aliénation d'un montant inférieur ou égal à 500 000 euros hors frais d'actes, géomètres, de publicité foncière, de diagnostics pouvant s'avérer nécessaires à la réalisation de l'acquisition...
17. solliciter l'autorité compétente pour toute demande qui s'avérerait nécessaire à l'exécution de travaux sur les immeubles communautaires,
18. prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la communauté d'agglomération,
19. émettre, après consultation de la commission compétente, l'avis au document d'urbanisme de l'article L.123.9 du code de l'urbanisme ou de subdéléguer l'expression de cet avis au vice-président qu'il aura expressément délégué,
20. donner, en application de l'article L.324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la communauté d'agglomération préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local,
21. intenter, au nom de la communauté d'agglomération, en toutes matières et devant toutes juridictions, les actions en justice ou défendre la communauté en toutes matières et devant toutes juridictions dans tous les cas où une action est intentée contre elle, et notamment contre ses propres intérêts et ceux des personnes à l'égard desquelles sa responsabilité peut être recherchée,
22. approuver et signer tout avenant au contrat enfance-jeunesse
23. approuver et signer toute convention pour la prise en charge financière du transport dans le cadre de l'organisation des visites de sites de gestion des déchets ;
24. subdéléguer aux vice-président ou conseillers délégués :
 - le pouvoir de signature des marchés publics et tout document afférent à leur passation et exécution
 - l'expression de l'avis au document d'urbanisme au titre du L. 123-9 du code de l'urbanisme,
 - tout dépôt de plainte, mains courantes, sachant qu'en cas d'absence ou d'empêchement de l'un ou l'autre des vice-présidents et autres membres du bureau, auxquels subdélégation est donnée dans leur domaine respectif d'attribution, les dépôts de plainte et mains courantes sont effectués par le vice-président ou le conseiller délégué présent occupant le rang le plus élevé
 - toute convention portant sur un engagement financier inférieur à 23.000 euros

sachant que les décisions prises en application de la présente délibération doivent être signées personnellement par le président sauf subdélégations accordées par ce dernier aux vice-présidents et conseiller délégués ainsi que précisé précédemment.

25. subdéléguer aux fonctionnaires visés par l'article L.2122-19 du Code Général des Collectivités Territoriales la signature des lettres de consultation, rapports d'analyse des offres, lettres d'attribution provisoire, lettres de rejet et de notification, pour les marchés de moins de 40.000 € »

Sans préjudice des délégations de fonctions octroyées par le Président aux Vice-présidents en application du code général des collectivités territoriales, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de délégations consenties au Président par le Conseil Communautaire, sont prises, en cas d'empêchement du Président, par l'élu assurant le remplacement du Président, en vertu de l'article L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ou de textes le modifiant, le complétant ou s'y substituant.

En vertu de l'article L.2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions prises par le Bureau et le Président sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du conseil de la communauté d'agglomération.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Le conseil de la Communauté d'Agglomération peut toujours mettre fin à la délégation.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 77 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020



Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	Institution et vie politique	5.7 Intercommunalité – 5.7.8 Autres
-------------------	------------------------------	-------------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »